



Au sommaire de ce numéro

Le paiement de la retraite devrait intervenir dès la fin de chaque mois. (Claire d'Aurélié)..
.....**2**
Libéral, Tony Blair ? (Annick Bolard) ; Habitat social (Michniak Debrenne).
.....**3**
Le traité de Lisbonne (A. Bolard et MC Desaulty) Libérer la croissance ? (Michel Degonde).....
.....**4**
Se remettre en cause ou périr (JeanQuebre). Le site internet d'attac 92 (Jean-Louis Montel)..... **5**
Agenda –Organisation.....**6**

Français, nous avons le patronat le plus incompetent

IMPORTANT

Ne tardez pas pour renouveler votre cotisation à ATTAC... et incitez vos amis à adhérer.

Imaginez que chaque adhérent d'ATTAC « fasse » une adhésion nouvelle ; et ceci chaque année... Calculez ce que cela donnerait en douze ans !...

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.

Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre. De trois lignes à une page.

Le prochain numéro paraîtra le **15 mai** : à vos plumes ! N'attendez pas le dernier moment...

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer. **Diffusez, par courriel ou sur papier...**

Le déficit commercial de la France ne fait qu'augmenter. De 22,9 milliards d'euros en 2005 il est passé à 29,2 en 2006 et 39,2 en 2007. Dans le même temps l'excédent du commerce extérieur de **l'Allemagne** ne fait qu'augmenter de 159 milliards d'euros en 2006 il est passé à 198,8 milliards en 2007

Comment de tels écarts peuvent-ils s'expliquer ?

1. **Ce n'est pas la faute à l'euro.** Nous passerons rapidement sur l'explication par l'euro. La France et l'Allemagne utilise la même monnaie : l'euro. Donc les avantages et les inconvénients de l'euro sont les mêmes pour les deux pays. L'euro ne peut pas être l'explication.
2. **Ce n'est pas la faute au chômage.** A fin 2007, le taux de chômage des deux pays est exactement le même : 7.8% (Eurostat : taux de chômage harmonisé et désaisonnalisé). Le taux de chômage ne peut être l'explication.
3. **Ce n'est pas la faute aux 35 heures** (la tarte à la crème assénée en permanence).

Pour 2005, dernière année pour laquelle il est possible de faire des comparaisons (site : travail-chômage.site.voila.fr), la durée effective, c'est-à-dire la durée réelle du travail tenant compte de l'ensemble des heures travaillées normales et supplémentaires (payées ou non) pour tous les salariés est de :

- 36.5 heures par semaine en France
- 33.6 heures par semaine en Allemagne.

Le temps de travail ne peut être l'explication.

4. **Ce n'est pas la faute des niveaux de salaire.**

D'après Eurostat les gains annuels moyens bruts (2005) dans l'industrie et les services, pour un travail à temps complet, sont de :

- 41 694 euros en Allemagne
- 30 520 euros en France.
- Le niveau des salaires ne peut être l'explication.

5. **Ce n'est pas la faute aux cotisations sociales et impôts pour les entreprises.**

Pour effectuer les comparaisons nous nous appuyerons sur le TPOE (taux de prélèvement obligatoires sur les entreprises) qui exprime le rapport entre la somme des impôts et cotisations supportés par les entreprises et le PIB (source OEFÉ et Eurostat)

Y a-t-il une relation entre le TPOE et la croissance économique ?

Pour 2006, le TPOE moyen de l'Europe des 15 était de 12,2%, la croissance moyenne du PIB était de 2,8%. Parmi les 7 pays où le TPOE était supérieur à la moyenne européenne, pour 5 d'entre eux la croissance était supérieure ou égale à la moyenne européenne. Parmi les 8 pays où le TPOE était inférieur à la moyenne, pour 2 d'entre eux la croissance était inférieure à la moyenne.

Il n'y a donc pas de relation entre le niveau des prélèvements et la croissance.

Un pays peut avoir un fort taux de prélèvement et une forte croissance (cas de la Suède : TPOE de 17.5% et croissance de 4.1%) réciproquement un pays peut avoir un faible taux de prélèvement et une faible croissance (cas du Portugal : TPOE de 11.1% et croissance de 1.3%)

Les situations relatives de la France (TPOE de 19% et croissance de 2%) et de l'Allemagne (TPOE de 9,9% et croissance de 2.9%) ne peuvent donc pas expliquer l'écart de résultats entre nos deux pays.

Le poids des charges et des impôts pour les entreprises ne peut être l'explication.

6. **Ce n'est pas la faute aux prélèvements et aux impôts pour les particuliers.**

Pour effectuer les comparaisons nous utiliserons le concept de « coin fiscal » développé par l'OCDE. Le « coin fiscal » compare l'ensemble des prélèvements (cotisations salariales et patronales) et impôts sur les salaires en comparaison du salaire total (salaire brut plus cotisations patronales). Pour un célibataire sans enfant à plein temps payé au salaire moyen de chacun des deux pays le « coin fiscal » est de 51.8% en Allemagne, et de 50.1% en France.

Les situations des deux pays sont pratiquement équivalentes. Ce ne peut être l'explication aux écarts de performances.

7. **Ce n'est pas la faute à la productivité des salariés français.**

D'après Eurostat si l'on prend comme base 100 le PIB produit par personne occupée en PPA (parité de pouvoir d'achat) de l'Europe des 27 pour l'année 2005 (dernière année connue pour pouvoir comparer), alors :

la productivité de l'Allemagne est de 105.3, la productivité de la France est de 121.2.

La France est une des nations les plus productives du monde.

Français, nous avons le patronat le plus incompetent ! (suite de l'éditorial de la page 1)

L'Explication

Alors réjouissons-nous : les chômeurs, les fonctionnaires, les salariés, l'Etat ne sont pas responsables de nos différences de performances avec l'Allemagne. Alors qui ?

La seule catégorie d'acteurs économiques, pour laquelle il n'existe pas de statistiques comparatives entre les pays, sont les dirigeants d'entreprises et en particulier des grandes entreprises. Fort heureusement nous disposons pour eux de quelques études et investigations indépendantes.

1. « les managers français sont parmi les plus mauvais »

Voilà le titre du journal *Le Monde* du 11 décembre 2007. Ce titre est justifié par une étude de l'institut BVA (auprès de 5 500 salariés de 10 pays) pour le compte du cabinet conseil BPI (l'étude est en ligne sur le site du cabinet BPI : www.groupe-bpi.com).

L'article du *Monde* poursuit : « seul un salarié sur deux trouve un quelconque talent à son supérieur hiérarchique. Mous et incompetents, telle est en substance, l'opinion que les français se font de leurs supérieurs hiérarchiques. Tous certes ne sont pas visés. Mais globalement, les dirigeants français se révèlent les plus mauvais ». La voilà notre explication :

Nous avons le patronat le plus incompetent.

.....et ça s'explique, pour cela il faut se pencher sur la magnifique étude du journal *Alternatives économiques* de novembre 2007 intitulé : **quand les patrons déraillent.**

2. Pourquoi la France a-t-elle les patrons des grandes entreprises les plus incompetents ?

Alternatives économiques nous fournit l'explication. Ils ont analysé les CV des 71 principaux dirigeants de 47 grandes entreprises (CAC 40, grande distribution, entreprises publiques non cotées). Il est possible pour chacun de nous de consulter les CV de ces dirigeants : ils sont tous sur internet. Que découvrons nous ?

a. **17% d'héritiers**...presque 1 dirigeant sur 5 !! C'est considérable. Ils n'ont strictement aucun mérite, sauf celui d'être héritier. Rien ne dit qu'ils sont compétents pour diriger de grandes entreprises, sauf d'imaginer que les capacités de diriger se trouvent dans les gènes !!

b. **34% ont effectué un début de carrière dans la haute fonction publique et 24% ont effectué un passage en cabinet ministériel.**

Pouvons-nous penser vraiment qu'ils ont cherché à servir l'Etat ? Ils ont d'abord pensé à se servir !! S'ils avaient des fonctions de contrôle, ils n'ont pas été trop tatillons. Ils n'ont pensé qu'à leur « pantouflage » et pour cela pas de vagues. Ces personnes qui ont servi dans la haute administration ou dans les cabinets ministériels sont l'absolu contraire d'entrepreneurs. Ils ne savent pas ce qu'est : entreprendre. Soit ils se laissent porter et touchent leurs salaires, stocks option, primes, soit, débordés par leur ego ils font n'importe quoi : Crédit Lyonnais, Vivendi ex Générale des Eaux.

Nous qualifierons cette catégorie de dirigeants **les « lèche-bottes ».**

En Allemagne « le système est bien différent : les dirigeants font de véritables carrières à l'intérieur de l'entreprise avant d'arriver au sommet. Lorsqu'un grand patron allemand arrive en France et que l'on apprend qu'il a commencé comme mécanicien dans l'entreprise, ça paraît tout à fait ahurissant à ses homologues français » comme le dit Mme Bénédicte Bertin-Mouroit auteur d'une radiographie des grands patrons français.

Au total héritiers et « lèche-bottes » représentent bien plus de 50% des dirigeants français

c. **28% de polytechniciens et 21% d'énarques**

Ces pourcentages traduisent « l'esprit de caste ». Ce ne sont pas les mérites ou les capacités à entreprendre qui conduisent à la direction des entreprises, mais la cooptation dans « l'élite de l'élite ». Cette situation a pour conséquence de décourager les « cadres maisons » compétents, qui n'ont pas la chance d'appartenir à la « caste ». Pour que la « caste » veuille vous promouvoir, il faut lui faire allégeance. Facile lorsque l'on est haut fonctionnaire ou au service d'un politique de faire des cadeaux !!

d. **7% de fondateurs**

Seulement 7% !! Dont on peut dire qu'ils ont l'esprit d'entreprise, c'est vraiment très peu.

CONCLUSIONS

Nous, chômeurs, salariés, fonctionnaires, ne sommes pas responsables des piètres résultats économiques de la France. Nous ne sommes pas responsables du déficit commercial de la France. Nous ne sommes pas responsables des écarts de résultats entre la France et l'Allemagne. Les responsables ce sont les dirigeants de nos grandes entreprises. Faisons le savoir, répétons le encore et encore, démontrons le :

Français : nous avons le patronat le plus incompetent !

Michel Fenayon

Le paiement de la retraite devrait être versé dès la fin de chaque mois.

Claire d'Aurélié

J'ai régulièrement des soucis avec mon banquier et "lui", il lui suffit de me prélever des agios ! Ce mois-ci j'ai reçu mon virement retraite le 11 ; oui, le 11, soit à UN TIERS du mois. Avec une retraite inférieure au Smic, je suis souvent à découvert le dernier jour du mois ; c'est formidable pour les retraités et les chômeurs : quand les cartes de crédit tombent (comment, quoi ! quand on a un petit budget on achète à crédit ; mais ce n'est pas raisonnable !), il n'y a pas l'argent correspondant.

Je n'ose pas calculer combien d'agios j'ai donné aux banquiers depuis tant d'années avec les périodes de chômage. Je n'ai pas plus pensé à calculer combien cela fait chaque mois avec l'argent de tous les chômeurs, retraités du pays ! Et les organismes qui paient avec retard... pourquoi ? Et à quoi sert cet argent pendant ce temps là ? À qui ? Pourquoi cet argent, qui nous est dû (jusqu'à "nouvel ordre"), nous est-il versé si tard ? Pourquoi jamais un groupe, des journalistes, une association n'ont lancé des actions pour 1) faire mieux savoir cela 2) agir pour obtenir que la fin du mois corresponde au versement des revenus... ou les versement des revenus à la fin du mois, comme pour tout le monde ! Je n'ai jamais entendu parler de cela. Oui, il y a pire, mais pour moi, la première augmentation du coût de la vie, elle est là, avant même que j'ai dépensé quoi que ce soit pour mon bien être, mon plaisir !

Quand on dit

La vie augmente,
Que les arbres
Que les amants

Se sont mis à monter
Peuvent rester des jours entiers à s'épouser,

Ce n'est pas
Par dessus les nuages,

Qu'il devient difficile

Que le corps des femmes
Que l'on peut voyager

De vivre .

Deviend plus vaste,
Dans la moindre des fleurs,

Mais c'est tout simplement

(Transmis par Claire d'Aurélié)

Guillevic

Je continue à me pencher sur l'expérience blairiste très instructive car elle sert de modèle politique à de nombreux dirigeants européens, qu'ils soient libéraux ou d'anciens socio-démocrates devenus démocrates à l'américaine.

Tony Blair a montré en particulier que l'on pouvait être à la fois **libéral ET coercitif**. Libéral en ce qui concerne les capitaux, qui peuvent circuler très librement. Coercitif en ce qui concerne les personnes, avec le **développement du contrôle et de la surveillance** au point que Philippe Auclair, auteur du livre *Le royaume enchanté de Tony Blair* (éd Fayard), n'a pas hésité à m'en parler en termes d'attaque sur les libertés civiles et d'affaiblissement des institutions démocratiques traditionnelles (le Parlement bien sûr, mais aussi la fonction publique car il y avait en Grande Bretagne une sphère d'indépendance dans la haute fonction publique qui a quasiment disparu).

Objectif de **l'omni surveillance** ? Répondre à l'insécurité, avec la doctrine sous jacente : « plus on est surveillé, mieux on se comporte », doctrine qui est en soi très contestable car je crois la confiance plus éducative et plus efficace. Comment cela se traduit-il ? Par d'innombrables caméras de surveillance, par l'établissement d'une banque de données ADN sans équivalent dans le monde, par le record d'Europe pour le nombre de personnes incarcérées. Depuis l'arrivée au pouvoir du *New Labour* en 1997, il ne s'est pas passé une journée de débat parlementaire sans qu'un nouveau délit soit inscrit au code pénal.

Quel dommage que Tony Blair ne se soit pas plutôt attaqué à la racine sociale de l'insécurité ! Mais, comme me l'expliqua Patrick Le Galès, qui dresse par ailleurs avec Florence Faucher-King un portrait plutôt flatteur de l'ancien premier ministre britannique dans *Tony Blair 1997-2007, le bilan des réformes* (éd Presses de Science Po), la réduction des inégalités ne faisait pas partie des objectifs du gouvernement néo-travailliste qui s'adressait aux classes moyennes voire moyennes-supérieures, celles qui peuvent faire basculer l'élection dans les circonscriptions marginales, et qu'il faut donc satisfaire pour rester au pouvoir dans le système électoral britannique.

Objectif de **l'omni contrôle** : faire un audit de la société pour voir ce qui ne va pas et l'améliorer, encourager ce qui marche bien et rationaliser tout ça afin d'augmenter l'efficacité. Comment cela se traduit-il ? Par la multiplication des indicateurs de performance et des notations, un véritable resserrement de l'arsenal bureaucratique, notamment dans la vie économique. Et oui, figurez-vous que le nombre de réglementations auxquelles sont assujetties les P.M.E. en Grande Bretagne est nettement supérieur au nombre de réglementations auxquelles elles sont assujetties en France ou en Allemagne...

Cette rationalisation extrême vient du secteur privé et ne se développe pas seulement Outre Manche mais aussi chez nous. D'où l'intérêt d'évaluer ses résultats avant de nous précipiter dans cette direction. Dresser un bilan objectif de ces réformes britanniques pourrait nous éviter de faire les mêmes erreurs.

Le bon côté de cette révolution bureaucratique, c'est que, comme toute révolution, elle remet en cause des fonctionnements installés. Mais la façon la plus simple de contrôler, c'est de chiffrer, ce qui est un regard très particulier sur les choses. Cette illusion rationaliste focalise les entreprises et les administrations sur leurs résultats chiffrés, quitte à oublier leur principale vocation. Cela eut de graves conséquences sur la gestion de la santé publique en particulier, ainsi que dans l'éducation nationale.

Prenons ce dernier exemple. La plupart des établissements scolaires britanniques sont désormais récompensés en fonction de leurs performances, celles-ci étant estimées d'après les taux de réussite des élèves aux examens. Selon un père de famille londonien que j'ai interrogé, cette méthode a provoqué un véritable décentrage des priorités de l'éducation. Le développement des potentiels des élèves, leur préparation à la vie citoyenne et professionnelle passent au second rang. Il s'agit d'abord de les faire réussir aux examens, voire de faire des examens qu'ils puissent réussir. Les "résultats" sont devenus l'obsession des chefs d'établissement car ils doivent apparaître les meilleurs possibles puisqu'ils ont une influence directe sur le financement. Cette folie du chiffre a des conséquences jusque sur la manière dont les matières sont abordées en classe et sur la sélection initiale des élèves, et elle n'est pas pour rien dans les problèmes de formation professionnelle qui ont amené ces trois dernières années un afflux de travailleurs étrangers.

Une nouvelle preuve, s'il en était encore besoin après l'expérience soviétique, que les meilleures idées peuvent avoir les pires conséquences lorsque **l'idéologie et le goût du pouvoir (et de s'y maintenir) prennent le pas sur l'humanisme**. C'est pourquoi je m'accroche personnellement au talisman de Gandhi, que j'ai souvent utilisé avec profit dans ma vie militante : « *Je vais vous donner un talisman, quand vous serez dans le doute ou quand votre moi s'imposera trop, appliquez le test suivant : rappelez-vous la face de l'homme le plus pauvre et le plus faible que vous ayez rencontré et demandez-vous si l'acte que vous envisagez lui sera utile. Va-t-il y gagner quelque chose ? Cela va-t-il lui rendre le contrôle sur sa propre vie et sa destinée ? Autrement dit, cela va-t-il conduire au Swaraj les multitudes qui ont faim dans leur corps et dans leur esprit ? Alors vous verrez vos doutes et votre moi se dissiper.* » M. K. Gandhi.

Habitat social : rénover plutôt que de détruire et reconstruire !

Michniak Debrenne

Comme d'autres citoyens s'intéressant à ce sujet devenu une des priorités essentielles, je pense qu'il vaut mieux privilégier la rénovation complète d'un immeuble (dont les structures sont en bon état), en remettant aux normes en vigueur **tous** les appartements, plutôt que de tout démolir... et de reconstruire des logements moins nombreux avec des loyers plus chers !

Si l'on veut, maintenir une **mixité** sociale, notamment, en centre-ville, il est vraiment nécessaire de conserver une même quantité d'appartements de ce type, après une opération de revalorisation urbaine : isolation thermique la plus poussée possible (économie d'énergie, utilisation large des matériaux et technologies réduisant la pollution et la dépendance au gaz, au pétrole, au nucléaire), énergies nouvelles, protection acoustique très forte, équipements collectifs (dont ascenseurs, sécurisation des parkings autos / 2 roues...) de haute qualité.

Populariser l'idée de mettre "au top technologique" un parc d'habitations devenues insalubres et/ou obsolètes, en gardant le nombre initial de logements (au même loyer bien sûr !) ce serait une formule lisible, emblématique d'une Association progressiste comme ATTAC !

Naturellement, les **droits** et aussi les **devoirs** seraient clairement et solennellement rappelés aux bénéficiaires de cette légitime action de solidarité en matière de logement : contrat de bail explicite et commenté de façon accessible, très détaillée (avec projection vidéo sur les points-clés sur la vie en logement collectif), y compris "pédagogie" sur le règlement financier obligatoire de chaque mois de loyer.

La vie en société, le respect des voisins (qui doivent pouvoir vivre tranquillement... sans bruit excessif !), l'utilisation des équipements collectifs sans saccage, le respect de l'environnement : pas d'espace "transformé" en décharge, la question des animaux domestiques en milieu collectif, la promotion du métier de Gardien d'immeuble (mieux soutenus, mieux formés, carrière plus motivante...) sont parmi les conditions majeures pour assurer un **mieux vivre ensemble**.

Bref, comme l'on dit, les "pendules" seraient remises à l'heure, dans la clarté, pour tout le monde, incluant l'explication des sanctions graduées en cas de manquement vis-à-vis du contrat. Il faut, en effet, **relier la solidarité et la responsabilité**... c'est fondamental !

Le Traité de Lisbonne ou l'enterrement de la Démocratie !

Annik Bolard et Marie-Catherine Desaulty,
pour le groupe Europe d'Attac 92

Le 4 Février dernier, les parlementaires français (députés et sénateurs) se sont réunis en Congrès à Versailles pour se prononcer sur la révision constitutionnelle, nécessaire en préalable à la ratification du traité de Lisbonne par voie parlementaire.

Rappelons en brièvement **les enjeux**. Ce « traité modificatif » européen, adopté par les 27 chefs d'Etats de l'UE, le 13 Décembre dernier à Lisbonne, pouvait être ratifié, en France, par voie parlementaire ou par référendum. Compte tenu que ce traité est le clone presque parfait du TCE refusé par 55% des français lors du référendum du 29 Mai 2005, il paraissait nécessaire de le ratifier de la même façon : par un nouveau référendum, ce qui ne nécessitait pas de révision constitutionnelle préalable. Les sondages qui ont précédé ce scrutin ont d'ailleurs montré qu'environ 70% des français le souhaitaient. Mais le Président de la République et 25 autres chefs d'Etats (sauf en Irlande) en ont décidé autrement, sûrs qu'un référendum donnerait le même résultat, dans de nombreux pays, qu'en France et aux Pays - Bas en 2005, ce que les uns et les autres se sont même permis de proclamer publiquement.

C'est donc de façon consciente et délibérée que nos « élites » européennes tiennent les peuples à l'écart de la construction de l'UE, bafouant sans vergogne la souveraineté populaire.

Il y avait pourtant un moyen, en France, d'imposer ce référendum, : c'était de bloquer cette révision constitutionnelle, ce qui débouchait légalement sur une consultation populaire. Ceci était de plus possible, compte tenu que la majorité requise pour l'adoption (3/5 des suffrages exprimés) ne pouvait être atteinte par la seule droite mais nécessitait l'appoint de parlementaires de gauche .

Or, cette révision constitutionnelle a été votée sans problème, ce qui a permis à l'Assemblée nationale et au Sénat d'adopter définitivement ce traité, dans la foulée, les 6 et 7 Février derniers.

En effet, sur les 893 parlementaires qui se sont rendus à Versailles le 4 Février (sur 908) 560 ont voté « pour » la révision constitutionnelle, 181 « contre » et 152 se sont abstenus ou ont refusé de voter.

Parmi eux, 174 députés et sénateurs de gauche se sont abstenus ou même ont voté « pour » (32) . Leur opposition aurait suffi à faire échouer le projet.

Les socialistes sont bien sûr les principaux responsables de ce résultat puisqu'ils représentent 146 des 174 qui se sont abstenus ou ont refusé de prendre part au vote et qu'ils constituent la totalité de ceux qui , à gauche, ont voté « pour ».

Rappelons que, lors de leur dernier Congrès, 120 000 socialistes ont mandaté leur direction en sens inverse puisqu'ils ont voté une motion sans équivoque : **« nous exigeons un référendum pour tout traité remplaçant la Constitution européenne », et ajoutons que cette position a été celle affichée par Ségolène Royal dans la campagne présidentielle !**

Notons néanmoins que 121 parlementaires socialistes (91 députés et 30 sénateurs) ont défendu le suffrage universel en votant « contre », manifestant ainsi leur volonté d'une nouvelle consultation populaire.

Saluons aussi l'honnêteté des élus communistes et apparentés qui, tant à l'Assemblée qu'au Sénat ont massivement voté « contre » .

Outre que le résultat de **ce vote** constitue un **déni de démocratie flagrant**, il **s'inscrit dans la lignée de 25 votes semblables** et nous promet la continuation, plus que jamais, des politiques néolibérales que nous subissons depuis maintenant plus de vingt ans .

Et l'on ne soulignera jamais assez la **duplicité de la direction du PS** qui, tout en se prétendant favorable à un référendum a adopté la solution qui le rendait impossible !!

Allons-nous accepter ce déni de démocratie, **accepter que l'UE se construise dans le dos des peuples**, en remettant totalement en cause les conquêtes sociales conquises par nos aînés, le plus souvent après des luttes longues et douloureuses ?

Un Collectif de Résistance au Traité de Lisbonne vient de se constituer (CR-TL). Il sollicite l'adhésion de tous, individuels et mouvements divers afin de s'organiser pour résister aux nouvelles menaces qui ne tarderont pas à se manifester dans ce domaine. Rappelons en effet que c'est N Sarkozy qui assurera la Présidence de l'Europe dès le premier Juillet 2008 et jusqu'à la fin de l'année. Rappelons aussi que nous aurons à renouveler le Parlement européen en 2009. Adhérons donc à ce Collectif pour nous préparer à la Résistance. Pour cela, rendez-vous sur le site : CR-TL.be.

De plus, dans l'immédiat, cette résistance pourra être perçue par les Irlandais, (les seuls qui vont se prononcer sur le Traité de Lisbonne par référendum) comme un soutien et un encouragement à voter « non », ce qui constituerait un grain de sable non négligeable dans ce processus européen.

Libérer la croissance ou enfermer Attali ?

Michel Degonde

Le moins qu'on puisse dire c'est que la publication du Rapport « *Libérer la croissance française* » a fait des étincelles ! Globalement approuvé mais du bout des lèvres par Sarko qui l'avait commandé et par d'autres responsables politiques, du PS en particulier, ce Rapport a fait hurler tout ce que le Pays compte d'écologistes. Comment peut on, se demandent ils, croire en 2008 qu'une croissance économique indéfinie soit possible dans un Monde fini ? Comment peut on après les désastreuses expériences de l'amiante et ses innombrables victimes passées et à venir et pour ne citer que ce cas, demander l'abolition du « principe de précaution » qui vient tout juste d'être intégré à la Constitution ? Questions on ne peut plus pertinentes !

Sans doute, sans doute mais pour nos dirigeants, ces considérations écologiques sont hors sujet. **Croissance ou écologie, il faut choisir**. Le problème posé par Sarko à Attali était de savoir que faire pour pousser les feux de la croissance. Si l'on veut de la croissance à tout va (vous m'en mettez 5 % par an !), il faut à l'évidence écarter tout ce qui peut l'entraver. Et d'abord, feindre d'ignorer l'absurdité de la croyance en la croissance indéfinie. Ensuite abolir ce détestable principe de précaution, obstacle dressé sur la route du Progrès par les tenants de l'obscurantisme vert et susceptible de paralyser toute innovation. Enfin jeter un voile pudique sur les dégâts du progrès.

Dans ces conditions et sur de telles bases, vous obtenez un Rapport proliférant de 316 mesures à prendre ou à laisser avec en prime la suffisance d'Attali ce qui n'est pas rien ; que Sarko va pouvoir prendre « avec les dents » comme le disait il y a peu. De futés observateurs de la chose publique n'ont pas manqué de relever les **profondes similitudes** existant **entre** beaucoup des **mesures préconisées par Attali** et les **remèdes réformateurs que notre Président s'efforce de nous administrer**. Similitude garantie par la composition de la Commission, choisie sur mesure parmi la mouvance néolibérale et productiviste. La politique de Sarko se trouve ainsi bénie par le Monde économique savant ! Hélas le résultat dans l'opinion n'est pas à la hauteur des espoirs si l'on s'en rapporte au déluge de protestations outrées que le Rapport a déclenchées. D'ailleurs 316 mesures pour gagner à peine 1 % de croissance n'est ce pas du gaspillage ? Mais passons !

N'accablons pas pour autant J. Attali. Supposons en effet que Sarko lui ait demandé un rapport sur les moyens de « *Libérer la décroissance française* ». Simple hypothèse d'école on s'en doute, bien que ce soit la décroissance plutôt que la croissance qu'il conviendrait de libérer après le Grenelle de l'environnement et le discours de Sarko prêchant la croisade verte universelle, discours un tantinet en conflit d'intérêt avec son activité de marchand ambulancier de nucléaire à la sauvette, réacteurs en sautoir.

Dans ce cas, croyez vous qu'Attali aurait décliné l'offre ? Peu probable ! Il n'est pas homme de science à refuser de se livrer à un si bel exercice intellectuel passant à sa portée.

La mécanique cérébrale autant que robotique de ce phare de la pensée se serait alors mise en marche et aurait à coup sûr abouti à un Rapport d'environ 316 mesures dont certaines réhabilitant à coup sûr le principe de précaution et sans aucun doute la prise en compte de la *finitude* de la Planète (pour parler doctement comme les « élites » de la Commission Attali) !

« Celui qui croit qu'une croissance infinie est possible dans un monde limité est un fouou un économiste » Nicholas Georgescu-Roegen(1906, 1994) ou bien encore un économiste fou !

Association PAR(pour un avenir respirable), de Rueil : avenir-energie.over-blog.com

Il nous paraît indispensable de situer où nous en sommes sur cette terre et où nous allons. C'est vital, pour nous et surtout pour les générations futures. Rien de la biosphère ne nous appartient, nous sommes juste dépositaires. Prédateurs et barbares nous envahissent. Ce qui reste de notre civilisation nous permettra-t-il des processus démocratiques ? Aurons-nous le temps ? Le capitalisme fait peser des risques énormes sur l'avenir de l'humanité. Quand allons-nous modifier notre mode de vie ? Notre comportement ? Partager ? Fixer des limites ? Relocaliser ?

Il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini. La survie de l'humanité est en jeu, pas seulement son confort. Une prise de conscience de l'opinion publique s'impose, elle seule peut infléchir le cours des choses. Faudra-t-il subir la généralisation des catastrophes écologiques et économiques ? Les ressources naturelles vont disparaître.

Le réchauffement climatique : c'est le plus grand problème auquel l'humanité ait jamais été confrontée. Nous sommes au tout début des conséquences, mais tous les indicateurs sont au rouge : changement de climat, atteinte à la biodiversité, pollution de l'air, de l'eau, des terres, perte des zones humides, des puits de carbone que sont les forêts et les sols. Le CO₂, dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre (1 siècle de vie) a atteint un niveau jamais égalé dans l'atmosphère.

L'effondrement environnemental : c'est la conséquence de l'effondrement de notre société et de sa perte du sens des limites : toujours plus de profit, la surconsommation. Les économies d'énergie, les énergies renouvelables, la raréfaction du pétrole ne suffiront pas à éviter le pire. Seule la sortie rapide de la société de consommation pourrait limiter l'effondrement environnemental.

L'effondrement social et politique. Partout où l'idéologie économique est parvenue à s'imposer et à écarter le social, il est de moins en moins possible de parler d'égalité. Les marchands ont pris la place des institutions et des cultures populaires. Les inégalités sont anciennes mais actuellement elles explosent. La nouvelle classe dirigeante mondiale est de plus en plus obscène. Face à l'insolence des riches, c'est la paupérisation massive des peuples : le revenu des 1% les plus riches équivaut à celui des 57% les plus pauvres, 3 familles ont un revenu supérieur au PIB total des 48 pays les plus pauvres, etc...

La croissance est devenue une machine à **accroître les inégalités**. On ne mettra fin à l'effondrement politique qu'en imposant des limites au pouvoir économique qui renvoie à chacun pour soi au lieu de chacun pour tous.

Où en est la personne humaine ? Avec la déshumanisation et la soumission à l'entreprise, ne sommes-nous pas tous, peu ou prou, obligés d'intégrer le mode de fonctionnement du capitalisme ? L'urgence c'est comment redevenir humain dans un monde ravagé par l'injustice et la pollution. Que faisons-nous de la planète ? Que devient l'espèce humaine ? Précarité, chômage, stress, la violence est partout.

Quelques alternatives. Le temps du monde fini commence. Face à la dictature économique, remettre l'HOMME au centre. Fixer des limites, le partage équitable, la simplicité volontaire, le revenu universel lié à la personne et à un revenu maximum autorisé, gratuité du bon usage et renchérissement du mauvais usage, relocalisation généralisée... **La logique de la raison plutôt que la démesure et l'aveuglement suicidaire. Nos enfants doivent pouvoir vivre en paix.**

| | | | |
|---|-----------------------|------------------------------|-----------------------------------|
| Quand ils sont venus chercher les juifs | Je n'ai rien dit | Je n'étais pas Juif. | |
| Quand ils sont venus chercher les communistes | Je n'ai rien dit | Je n'étais pas communiste. | |
| Quand ils sont venus chercher les syndicalistes | Je n'ai rien dit | Je n'étais pas syndicaliste. | |
| Quand ils sont venus chercher les catholiques | Je n'ai rien dit | Je n'étais pas catholique | |
| Et quand ils sont venus me chercher | Personne n'a rien dit | Il ne restait plus personne | Qui aurait voulu ou pu protester. |

Auteur incertain : attribué au pasteur Martin Niemoeller ou à Louis Needermeyer. Transmis par M-C. Desaulty

Le site Internet d'Attac 92 : www.local.attac.org/attac92 Jean-Louis Montel, webmestre du site Attac 92
web.attac92@attac.org

Pour ceux qui ne fréquentent pas encore régulièrement ce site, voici une petite présentation qui, je l'espère, leur donnera envie de le découvrir. Les autres en découvriront peut-être des parties insoupçonnées...

Que vous ayez Internet chez vous ou à votre travail, n'oubliez pas de mettre le site en Signet (Favori) et de le consulter régulièrement !

Il n'est pas nécessaire d'utiliser une connexion à haut débit pour consulter ce site.

Une exception cependant pour la visualisation des **quelques vidéos présentées**, en particulier celles de **Gérard Filoche sur le code du travail en danger** et de **Christophe Ventura sur le nouveau traité européen de Lisbonne** qui nécessitent le haut débit.

Sur la **page d'accueil**, une série de **bandeaux colorés** permettent d'accéder aux différentes rubriques : Présentation, Bulletins, Agenda, Vie des Groupes, Documentation, L'Europe en débat, Liens, Plan du site, Archives.

Une autre façon d'accéder aux informations est d'utiliser le moteur de recherche interne permettant de faire des recherches sur l'ensemble des textes du site. Il faut taper dans la case **Rechercher** un ou des mots d'au moins 3 caractères. Il vous sera alors présenté la liste des articles contenant ce ou ces mots, les plus pertinents étant en tête.

La **page d'accueil** présente aussi des articles d'actualité et la liste des événements prévus pour le jour même et le lendemain.

Les nouveaux adhérents seront intéressés par la partie **Présentation** contenant le livret d'accueil et les statuts d'Attac 92.

La partie **Bulletins** présente essentiellement les derniers numéros du bulletin local « Angle d'ATTAC 92 » au contenu toujours très riche.

En cliquant régulièrement sur le bandeau **Agenda** vous serez informé des dates de réunion, conférences et films dès qu'elles sont connues.

Le bandeau **Vie des groupes** vous permet d'accéder aux différents groupes de proximité existant au sein du groupe local d'ATTAC 92, et pour chacun d'eux aux Documents (s'il en existe) et Evénements spécifiques à ce groupe.

Le bandeau **Documentation** vous permet, en cliquant sur ce seul bouton, d'**accéder à la liste de tous les documents du site**, quel que soit leur emplacement dans telle ou telle rubrique. Vous aurez en outre la possibilité de faire une **Recherche simple**, comme avec la case Rechercher de la page d'accueil, en entrant un ou des mots dans la case Recherche simple puis en cliquant sur OK.

Au lieu d'entrer des mots dans la case Recherche simple, vous pouvez aussi faire une **Recherche avancée** en cliquant sur le bouton correspondant. Il vous est alors proposé de faire une recherche en fonction du **Groupe** qui a édité le document et du **Thème** du document.
 Pour cela, vous pouvez cliquer sur un groupe dans la liste proposée et cliquer sur le bouton >> pour le faire apparaître dans le tableau de droite des groupes retenus pour la recherche, vous pouvez ainsi sélectionner et faire passer à droite successivement plusieurs groupes.
 Le bouton << permet de retirer un groupe du tableau de droite. Si vous ne sélectionnez aucun groupe, les documents seront recherchés dans tous les groupes.
 De la même façon, vous pouvez sélectionner les Thèmes et les faire passer dans le tableau de droite des Thèmes retenus pour la recherche.
 Si vous ne sélectionnez aucun Thème, les documents seront recherchés dans tous les Thèmes.
 Cliquez ensuite sur le bouton **Rechercher** placé en bas à gauche.

Le bandeau **L'Europe en débat** mène à la rubrique spécifique rassemblant les documents relatifs à l'Europe et un **Forum** sur le thème de l'Europe sur lequel chacun, adhèrent ou non, peut « poster » ses propres commentaires ou répondre aux messages présents. Afin d'éviter tout abus, ce Forum est modéré a priori, c'est à dire que les contributions ne s'affichent publiquement qu'après validation par les administrateurs

Sous le bandeau des **Liens**, vous trouverez des liens vers les sites ATTAC national et de la région parisienne et vers quelques autres sites intéressants.

Je vous laisse découvrir vous même ce qui se cache sous les bandeaux **Plan du site** et **Archives...**

Bonne visite !

Agenda

- 19 mars**, à 20H 30, à **Montrouge** Réunion-débat publique, gratuite et conviviale
Le pouvoir d'achat, les profits des entreprises et la finance
 7, rue Sadi Carnot Montrouge
- 15 avril**, à 20H 30, à **Montrouge** Réunion-débat publique, gratuite et conviviale
Les institutions internationales (FMI, Banque mondiale, ...)
 7, rue Sadi Carnot Montrouge
- 17 avril** (lieu à préciser) **café-débat**, CEIC 01 42 42 87 26, gfi@no-log.org. ATTAC : 0147811155, bkervella@orange.fr
 organisé par Le Cercle d'Etudes et d'Initiatives Civiques de Colombes (CEIC) et ATTAC 92
« MAI 68 , quarante ans après » par Gérard FILOCHE.
- 6 mai**, à 20H 30, à **Montrouge** Réunion-débat publique, gratuite et conviviale
Le droit du travail
 7, rue Sadi Carnot Montrouge
- 22 mai** (lieu à préciser) **café-débat**, CEIC 01 42 42 87 26, gfi@no-log.org. ATTAC : 0147811155, bkervella@orange.fr
 organisé par Le Cercle d'Etudes et d'Initiatives Civiques de Colombes (CEIC) et ATTAC 92
« L'individualisme et l'action collective » par Albert RICHEZ.

Numéros utiles : 01 47 85 87 52 :ASTI Colombes 06 50 79 70 26 :RESF Nanterre

Organisation d'ATTAC 92 Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. attac92@attac.org Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92>

Président d'ATTAC 92 : Michel Fenayon
 Secrétaire Général : Marie-Catherine Desaulty.
 Secrétaire Général Adjoint : Annik Bolard.
 Trésorier : Hubert Guérinet.
 Charles Caprani a été nommé Correspondant Electronique Local (CEL) celattac92@aliceadsl.fr

Bulletin d'adhésion 2008

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)
 Date de naissance : Profession :
 Adresse : Code postal : Ville : Pays : Téléphone fixe :
 Mobile :
 Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :
J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2008 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

| | | | | |
|----------------------------|----------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------------------|
| tranches de revenu mensuel | de 0 à 450 € : 12 € | de 450 à 900 € : 20 € | de 900 à 1 200 € : 34 € | de 1 200 à 1 600 € : 45 € |
| | de 1 600 à 2 300 € : 60 € | | de 2 300 à 3 000 € : 70 € | de 3 000 à 4 000 € : 100 € |
| | au-delà de 4 000 € : 130 € | | | |

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal
 par carte bancaire n° : 3 derniers chiffres : date d'expiration :
 signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60646 Chantilly cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes
 Responsable de la publication : Michel Fenayon (mfenayon@wanadoo.fr)